



THEME N°2:

Comment mettre à contribution les services de Renseignements Généraux pour développer l'économie des pays africains ?

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les différents services des renseignements généraux des pays alliés se sont retrouvés sans matières et sans missions spécifiques. C'est alors que les américains ont très tôt compris qu'il fallait reconverter les services spéciaux afin de booster l'économie à travers le développement industriel. Ainsi au lieu de suivre l'ennemi principal nazi et ces alliés se sont reconvertis en espions économiques pour aller substituer les brevets en faveur de leur pays.

Ainsi les différentes chancelleries de ces pays se sont transformées en officine d'espionnage jusqu'à ce jour. C'est ainsi que plusieurs concepts ont été inventés par ces agents spéciaux tels que : intelligence économique, intelligence compétitive, business intelligence, etc.

Pendant ce temps, les gouvernants africains qui ont hérité de l'organisation traditionnelle des services spéciaux de ces différents pays colonisateurs n'ont pas compris qu'il faut changer de paradigme.

Aujourd'hui, la question est de savoir si les services des Renseignements Généraux en Afrique contribuent au développement de l'économie ?

La réponse est naturellement « **Non** ». Contrairement aux pays occidentaux et américains, la plupart des services de renseignements généraux en Afrique sont outillés pour renforcer la sécurité intérieure et surtout pour traquer les opposants et œuvrent inlassablement pour la survie des régimes quel que soit leur gouvernance. Du coup, tout un pan des renseignements généraux pouvant être mis à disposition des opérateurs économiques est négligé.

C'est ainsi que les différentes chancelleries de ces pays se comportent comme des officines déconnectées des intérêts économiques de leurs citoyens. Ces fonctionnaires ignorent qu'ils doivent se mettre à la recherche des informations économiquement stratégiques pour booster les entreprises de leurs pays d'origine.

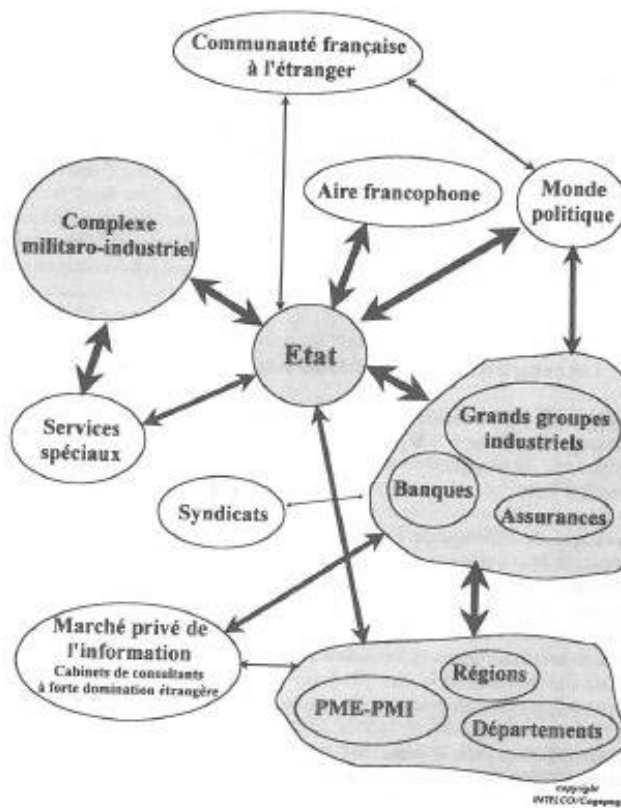
L'[EIDS](#) à travers cette tribune sonne l'alerte et invite les gouvernants africains à œuvrer pour la mise en place des cellules de renseignements économiques au niveau de chaque institution gouvernementale sans oublier leurs différentes chancelleries. Les chinois, les américains et les anglais ont tellement compris la chose qu'elle est devenue un réflexe pour leurs fonctionnaires.

Ainsi donc, les africains pour rattraper le retard qu'ils ont dans le domaine, ils doivent s'inspirer des modèles existants au niveau de ces pays afin d'en faire une adaptation pour insuffler leur économie. Nous allons présenter dans cette tribune l'exemple français.

De 2003 à 2009, la France notre pays colonisateur a tenté d'implémenter une cellule d'intelligence économique au niveau de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (**DGSE**) avec l'expert

Alain Juillet mais l'expérience a connu des difficultés avant d'être repensée bien après son départ du ministère de la Défense en 2009 par une autre équipe à travers le schéma ci-après :

L'intelligence économique dans l'économie française



Source : Rapport Henri Martre sur l'intelligence économique et stratégie des entreprises

En conclusion, les services spéciaux peuvent bien être mis à contribution du développement économique des Petites et Moyennes Entreprises voire des industries via les renseignements économiques si la volonté politique est affirmée et que les cadres ou agents spéciaux sont engagés et déterminés à se mettre au service des opérateurs économiques de chaque pays.

Adresse : C/1115 Wologuèdè, 3^{ème} rue à droite après la
Mairie de Cotonou, 1^{er} immeuble à 3 étages à votre gauche
Tél : +229 95 95 98 54 / 95 96 26 59 / 94 65 48 36
WhatsApp : +229 97 83 26 41
Site web: <https://eidsbenin.com>
E-mail: eids.formation@amail.com

A suivre...

Fondé de l'EIDS
Contrôleur Général de Police (er)
Clovis ADANZOUNON